

« Beaucoup de collègues sont résignés »

ÉDUCATION Comme Patrice, des milliers de profs ont défilé hier. Mais le mouvement a faiblement mobilisé.

PAR JOFFREY VOVOS

« **NE DITES PAS À MA MÈRE** que je bricole dans une usine à gaz, elle me croit prof dans un lycée. » C'est derrière cette pancarte qu'a défilé, hier après-midi à Paris, jusque sous les fenêtres du ministère de l'Éducation nationale, Patrice, enseignant de mathématiques à Vauréal (Val-d'Oise). Comme plusieurs milliers de collègues, il entendait d'abord dénoncer les suppressions de postes annoncées par le gouvernement : 2 650 dans les collèges et lycées publics, 550 dans le privé et 400 dans l'administration. Une décision qui doit être entérinée aujourd'hui dans le cadre de l'examen du budget (*lire ci-dessous*).

Lancé à l'appel de l'ensemble des syndicats d'enseignants, une première depuis 2011, le mouvement n'a pas rencontré l'écho attendu. « C'est un peu décevant », commente Dorothee Avet, secrétaire général de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves. « Pourtant, sur le terrain, on ressent fortement la grogne », assure cette mère d'une élève de 3^e.

Selon le ministère de l'Éducation, seuls 8,7 % des enseignants du premier degré ont fait grève, 13,8 % dans le second degré. Bien loin des chiffres de la FSU : 25 % d'absents dans les écoles et 50 % dans les collèges et les lycées. « Une journée de grève, c'est une journée de salaire en

moins et cela pèse de plus en plus. Il n'y a peut-être pas eu de raz de marée, admet Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, mais la mobilisation reste significative. »

« ON EST DANS LE FLOU »

« Si on s'est mis en grève, ce n'est pas pour nous mais pour nos élèves. Malheureusement, beaucoup de collègues sont résignés », déplore Patrice, le prof de maths de Vauréal. L'usine à gaz dont il parle sur sa pancarte, c'est la réforme du bac, qui doit entrer en vigueur à la rentrée prochaine. Ce grand chamboule-tout, dont on ne connaît pas encore tous les tenants et aboutissants, cristallise les inquiétudes. « On est dans le flou le plus total. On nous demande de travailler sur l'orientation de nos élèves, sans savoir exactement ce qu'il va se passer l'an prochain en première », s'égosille Romain, prof principal d'une classe de seconde dans le même lycée que Patrice. « Supprimer des postes au moment où l'on met en place une telle réforme, c'est un très mauvais signal », abonde Dorothee Avet. « Au contraire, nous aurions besoin d'être plus nombreux pour mieux les accompagner », souffle Patrice.

A quelques pas, Thomas, professeur d'histoire-géographie dans un collège de Grigny (Essonne), considère ces coupes d'autant plus absurdes que le

secondaire va devoir absorber un nouveau pic démographique : jusqu'en 2022, les effectifs dans les collèges vont continuer de croître de 25 000 à 40 000 élèves par an, selon les prévisions du ministère. « Même dans un établissement comme le mien, classé en REP+, les conditions se dégradent, la taille des classes augmente et l'on recourt de plus en plus à des contractuels, des gens qui ne sont pas formés, faute de profs diplômés », déplore-t-il.

De son côté, la Rue de Grenelle explique vouloir donner la priorité au primaire, où 1 800 postes seront créés, essentiellement pour permettre de poursuivre le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+. « C'est une bonne mesure mais ça ne doit pas occulter le reste, balaie Delphine, prof à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), qui a débrayé hier. Et dans les

autres classes ? En maternelle, on est les champions européens des classes surchargées. Dans la mienne, j'ai 25 enfants. » « Le pire, c'est que nous ne sommes peut-être pas au bout de nos peines, avertit Stéphane Crochet. Macron veut supprimer 50 000 postes de fonctionnaires d'ici à la fin du quinquennat et rien ne dit que nous serons épargnés. »